

Bulletin humanitaire

Afrique de l'Ouest et du Centre

Décembre 2015



Au sommaire

Lancement de l'appel humanitaire 2016 pour le Sahel	P.1
Intensification de l'insécurité alimentaire dans le bassin du lac Tchad	P.4
La RCA aux prises avec la violence récurrente	P.5
Ebola resurgit au Libéria	P.7

FAITS SAILLANTS

- Les partenaires humanitaires cherchent deux milliards de dollars US pour financer l'aide au Sahel en 2016.
- 4,5 millions de personnes déplacées au Sahel, un nombre qui a triplé en deux ans.
- Environ 4,4 millions de personnes vivant dans le bassin du lac Tchad ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence.
- Près de 50 000 personnes ont été déplacées à la suite des violences survenues en RCA où les violations des droits de l'homme persistent.
- Le virus Ebola réapparaît au Libéria. Un mort et deux personnes guéries

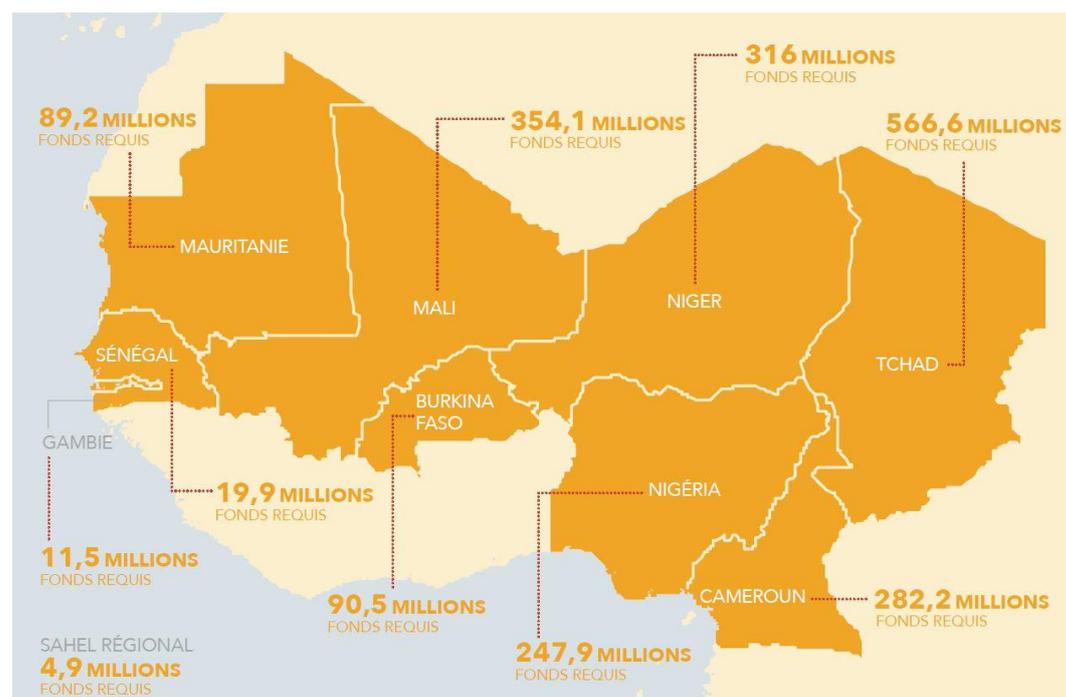
Les partenaires humanitaires cherchent deux milliards de dollars US pour financer l'aide au Sahel

Le 9 décembre à Dakar, les agences des Nations Unies et les autres partenaires humanitaires ont lancé un appel humanitaire en faveur du Sahel représentant 1,98 milliard de dollars US destinés à apporter une aide critique à des millions de personnes frappées par les crises dans neuf pays de la région du Sahel. Ce chiffre représente un dixième de la réponse humanitaire mondiale pour 2016.

« Au Sahel, les effets combinés des changements climatiques, de la pauvreté extrême, de l'accroissement rapide de la population et de l'augmentation très inquiétante de la violence et de l'insécurité, menacent dangereusement les vies, les possessions et les perspectives d'avenir de certaines des communautés les plus vulnérables au monde », a déploré lors du lancement Toby Lanzer, Sous-secrétaire général des Nations Unies et Coordonnateur humanitaire régional pour le Sahel.

CHIFFRES CLÉS

Personnes vivant en situation d'insécurité alimentaire au Sahel en 2016	23,5 millions
Nombre de cas d'Ebola en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone depuis le 20 novembre	0
Personnes à risque épidémique au Sahel, ciblées pour une assistance	6,8 millions
Enfants courant un risque de malnutrition en 2016	5,9 millions



FINANCEMENT DE LA STRATÉGIE AU SAHEL

1,976 milliard de dollars US requis en 2015

820 millions de dollars américains reçus (pour le SRP)

L'accroissement des besoins humanitaires est le symptôme le plus visible de la triple crise de pauvreté, d'insécurité et de changement climatique qui menace la région du Sahel.

L'insécurité alimentaire et la malnutrition restent élevées

Pour l'année à venir, il est prévu que la malnutrition aigüe mettra en péril les vies et le développement de 5,9 millions d'enfants de moins de 5 ans dont 1,9 million ont un besoin urgent de traitement pour combattre une malnutrition aigüe sévère. Malgré de meilleures récoltes cette année, un nombre estimé de 23,5 millions de personnes risque de connaître une insécurité alimentaire, parmi lesquelles au moins six millions auront un besoin urgent d'assistance alimentaire (Phase 3 et plus du Cadre harmonisé).

Alors que les niveaux d'insécurité alimentaire ont diminué de manière significative au Sénégal et en Gambie, les récoltes, dont les prévisions sont favorables, pourront seulement réduire partiellement les niveaux d'insécurité alimentaire chronique. Le Tchad, la Mauritanie, le Mali et le Niger connaîtront des niveaux d'insécurité alimentaire semblables à ceux de l'année passée. Dans toute la région du bassin du lac Tchad, la violence, l'insécurité et les déplacements représentent une menace pour les moyens de subsistance des communautés et conduisent à une hausse dramatique du nombre d'habitants en situation d'insécurité alimentaire, avec plus de 4,4 millions de personnes confrontées à une insécurité alimentaire grave.

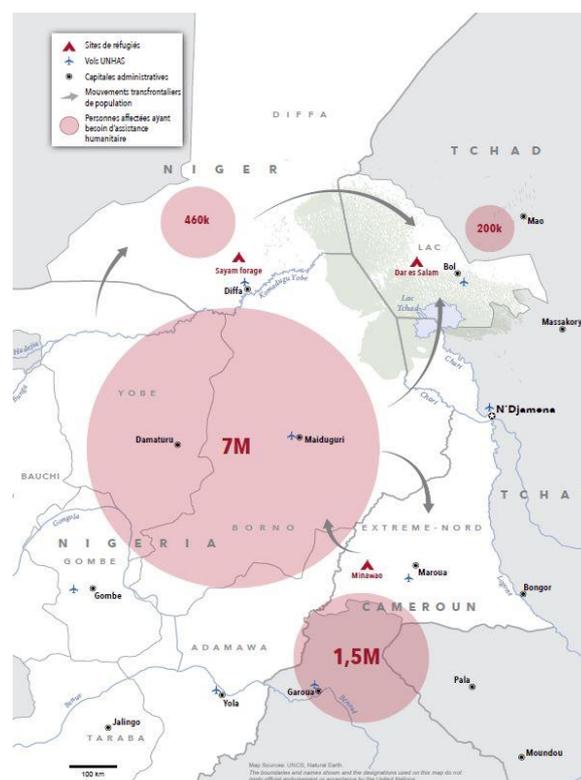
« Alors que nous ne pouvons prévoir à quel moment les sécheresses ou les inondations vont survenir, nous pouvons certainement nous préparer et atténuer leur impact. La prévention et les actions en amont ne se limitent pas uniquement à empêcher la souffrance humaine et à protéger les moyens d'existence, mais elles réduisent aussi le coût du temps supplémentaire consacré par les opérations humanitaires », explique Vincent Martin, Responsable du bureau sous régional des situations d'urgence et de la résilience pour l'Afrique de l'Ouest et Représentant de la FAO pour le Sénégal.

« Pour un dollar investi en temps opportun dans du soutien agricole d'urgence, entre 10 et 20 dollars pourront être économisés en assistance alimentaire plus tard dans l'année » a-t-il fait remarquer.

La hausse de l'insécurité et des déplacements aggrave les vulnérabilités existantes

Une flambée de violence a aggravé la situation déjà désastreuse de la région et a conduit à de nouvelles vagues de déplacements. Aujourd'hui, 4,5 millions de personnes ont été forcées de quitter leur domicile, ce qui représente une augmentation de 300% en moins de deux ans. Les attaques armées et l'insécurité au Mali empêchent toujours quelque 200 000 personnes de retourner chez elles tandis que les violences de la région du bassin du lac Tchad sont la cause du déplacement de plus de la moitié des personnes au Sahel.

« Malheureusement, le monde n'a pas encore pris conscience de l'étendue de la crise dans le bassin du lac Tchad. 30 millions de personnes vivent dans les zones touchées par les actes de terrorisme insensés de Boko Haram. Son ciblage aléatoire terrorise des populations entières et 2,5 millions de personnes, à ce jour,



Malheureusement, le monde n'a pas encore pris conscience de l'étendue de la crise dans le bassin du lac Tchad. 30 millions de personnes vivent dans des zones touchées par les actes de terrorisme insensés de Boko Haram.

Environ 4,4 millions de personnes vivant dans les zones touchées par les conflits au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigéria ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence.

ont dû fuir leurs foyers », rappelle à Oslo Jan Egeland, secrétaire général du Conseil norvégien pour les réfugiés.

L'effet combiné de l'insécurité généralisée et de la vulnérabilité sévère sous-jacente se traduit par un nombre record de personnes nécessitant des secours d'urgence. En décembre 2015, on estime à 9,1 millions — près d'une sur trois — les personnes ayant besoin d'aide humanitaire et de protection.

Des partenariats pour traiter les causes profondes des crises récurrentes.

« L'accroissement des besoins humanitaires est le symptôme le plus visible de la triple crise faite de pauvreté, d'insécurité et de changement climatique qui menace la région du Sahel », indique M. Lanzer. « En tant qu'acteurs humanitaires, nous remplissons notre mission, en fournissant des aliments essentiels, des soins, de l'eau potable et des systèmes d'assainissement aux familles ; en soignant les enfants atteints de malnutrition et en luttant pour qu'ils puissent continuer d'aller à l'école malgré les obstacles. Nous nous engageons aussi à travailler avec les pays et les organisations investies dans des programmes de développement et de stabilisation sans lesquels l'aide humanitaire sera nécessaire indéfiniment ».

L'appel 2016 fait partie du Plan d'intervention stratégique 2014-2016 du Sahel, une stratégie régionale pluriannuelle qui privilégie une réponse rapide et des partenariats plus étroits avec les gouvernements et les organisations de développement. Le Plan inclut des plans pour chacun des neuf pays et implique plus de 100 organisations — nationales et internationales — pour sauver des vies et protéger les biens des plus vulnérables.

Action humanitaire en 2016

Pour 2016, les agences humanitaires au Sahel ont lancé un appel pour 1,98 milliard de dollars américains pour aider 7,7 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire, 4,5 millions de déplacés, 7 millions de personnes encourant un risque épidémique, et pour soigner 3,1 millions d'enfants souffrant de malnutrition aigüe et soutenir 8,1 millions de personnes sans accès à l'eau potable et à l'hygiène et ce, sur l'ensemble des neuf pays.

La réponse aux besoins causés par l'impact régional des crises au Mali et dans le bassin du lac Tchad représente tout juste un peu moins de la moitié des fonds requis en 2016 pour la région.

Une version en ligne du Plan de réponse humanitaire 2016 au Sahel est disponible en français et en anglais sur le site <http://bit.ly/1U1CjSJ>

Les conflits aggravent l'insécurité alimentaire dans le bassin du lac Tchad

Les récoltes actuelles sont légèrement inférieures à la moyenne des cinq dernières années au Tchad en raison de l'arrivée tardive de la saison des pluies.



*Les conflits ont perturbé l'agriculture et les autres activités de subsistance.
Ivo Brandau/OCHA*

Les attaques quasi quotidiennes de Boko Haram sur les villages éloignés de la région du lac Tchad et les villes du nord-est du Nigéria continuent de faire des victimes, et sont la cause des déplacements et des privations infligés à la population. Les attaques suicides, les raids et les mesures de sécurité telles que les fermetures de frontières et l'arrêt du commerce ont aussi contribué à renforcer l'insécurité alimentaire dans les foyers des zones de conflit.

Environ 4,4 millions de personnes, vivant dans les zones touchées par les conflits au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigéria, ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence. Selon l'évaluation du Cadre Harmonisé, quatre-vingts pour cent d'entre elles vivent dans les états d'Adamawa, de Borno et de Yobe, situés au nord-est du Niger. Le nombre de personnes ayant atteint le seuil le plus élevé d'insécurité alimentaire dans l'état de Borno et devant faire face à une menace imminente de famine, est estimé à 54 000.

Près de 250 000 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aigüe sévère et pourront en mourir s'ils ne reçoivent pas une aide d'urgence. Au Cameroun, dans les zones touchées par les conflits, le nombre d'enfants atteints de malnutrition aigüe sévère a, pour la première fois depuis plusieurs années, dépassé le seuil d'urgence de 2 pour cent.

Les violences perpétrées par Boko Haram, combinées avec les opérations militaires des armées des quatre pays riverains du lac Tchad contre les groupes armés, ont entraîné le déplacement d'environ 2,5 millions de personnes dont 1,4 million sont probablement des enfants. Plus de 80 pour cent des personnes déplacées ont trouvé refuge dans des communautés hôtes, mettant ainsi leurs ressources déjà maigres à rude épreuve.

Mauvaises récoltes

Bien que les récoltes de la période située entre octobre et décembre, soient censées améliorer la disponibilité alimentaire et l'accès aux aliments, la production globale pour la saison devrait être, une fois encore, bien en-dessous de la moyenne au nord-est du Nigéria, selon le Réseau du système d'alerte rapide aux risques de famine (FEWSNET). Certaines zones de l'ouest de Yobe, du nord d'Adamawa et pratiquement tout Borno, ainsi que les zones habitées informelles qui abritent des personnes déplacées en interne (PDI) dans le grand Maiduguri, resteront en situation de crise (Phase 3 de l'IPC) et ce, jusqu'en mars 2016, a prévenu FEWSNET.

Selon le réseau, au Tchad, les récoltes sont légèrement inférieures à la moyenne des cinq dernières années en raison de l'arrivée tardive de la saison des pluies. Il y a eu aussi moins de champs cultivés à la suite de l'arrêt prématuré des pluies dans certaines zones. Il est prévu que les stocks de céréales et les produits laitiers dans la région du lac, notamment à Kanem, Bahr El Ghazel, Bartha, Nord Guerra et Wadi Fira baissent plus tôt que les autres années, et ce, dès janvier 2016. Les familles pauvres devront donc

Au Cameroun, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère, ayant besoin d'une assistance immédiate, a augmenté de plus de 400 pour cent dans les six derniers mois, passant de 53 000 à plus de 200 000.

compter sur les marchés et affronter des niveaux de stress liés à l'insécurité alimentaire (IPC 2).

Accroissement de l'insécurité alimentaire

Dans la région située à l'extrême nord du Cameroun, l'insécurité alimentaire a augmenté considérablement au cours des trois derniers mois, particulièrement dans les départements du Logone et Chari, du Mayo Sava et du Mayo Tsanaga, secteurs les plus affectés par la violence de Boko Haram. Les résultats de l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA), conduite en septembre 2015, confirment les signaux d'une montée de l'insécurité alimentaire. Si l'on compare à l'EFSA réalisée en juin, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire a plus que doublé, passant d'environ 570 000 à 1,4 million. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère, ayant besoin d'une assistance immédiate, a augmenté de plus de 400 pour cent en six mois, passant de 53 000 à plus de 200 000.

Les perspectives pour la saison agricole à venir sont sombres avec un déficit prévu de 200 000 tonnes de céréales, à comparer aux 130 000 tonnes enregistrées l'année passée. Aussi les communautés vulnérables telles que les PDI et celles de retour après un déplacement vont devoir lutter pour se nourrir et seront forcées de réduire les repas et d'adopter d'autres mécanismes de survie négatifs en raison du manque de revenus et de moyens pour reprendre leurs activités agricoles.

L'insécurité alimentaire dans le bassin du lac Tchad

	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Phase 2 - 5	Phase 3 - 5
Cameroun	1 215 263	202 544	0	0	1 417 807	202 544
Tchad	166 826	116 932	0	0	283 758	116 932
Niger	0	143 108	4 455	0	147 563	147 563
Nigéria	4 340 370	3 092 203	820 365	54 242	8 307 180	3 966 810
Total	5 722 459	3 554 787	824 820	54 242	10 156 308	4 433 849

Source : Cadre Harmonisé, EFSA Cameroun

La RCA aux prises avec la violence récurrente

La protection des civils demeure une inquiétude majeure en dépit des efforts des forces internationales, de la police nationale et de la gendarmerie pour restaurer la paix et la sécurité dans le pays.

Depuis la flambée de violence du 26 septembre survenue dans la capitale Bangui, qui a fait au moins 90 morts et provoqué la fuite de plus de 40 000 personnes, la République centrafricaine (RCA) a été frappée par des vagues d'attaques visant les civils, incluant les populations déplacées et aussi les organisations humanitaires.



En raison de l'aggravation de l'insécurité et de l'augmentation de la violence intercommunale, près de 50 000 personnes ont été déplacées récemment, s'ajoutant aux 400 000 PDI existants et vivant dans des camps et des communautés hôtes.

En novembre, au moins 10 personnes ont été tuées et plusieurs blessées lors de l'attaque d'un camp de déplacés par des assaillants armés dans la zone centrale de Batangafo. A peu près au même moment, un autre groupe armé a attaqué un camp de personnes déplacées (PDI) à Bambari, tuant au moins trois personnes, dont un enfant. Ils ont aussi brûlé plus de 30 abris. Ces incidents illustrent la situation sécuritaire fragile et volatile qui prévaut dans le pays.

Les attaques violentes sont régulières et les organisations humanitaires ont aussi été visées. Depuis le début de l'année 2015, plus de 200 attaques ont été perpétrées contre les organisations humanitaires.

La dernière vague de violence arrive alors que le pays se prépare à tenir des élections générales le 27 décembre. Elles devaient être initialement organisées en octobre, mais ont été reportées du fait des récentes violences. On espère que les élections vont restaurer l'ordre démocratique et aider le pays à se reconstruire après la crise actuelle, déclenchée par le départ du président de l'époque François Bozizé.

La protection des civils

La protection des civils demeure une inquiétude majeure en dépit des efforts des forces internationales, de la police nationale et de la gendarmerie pour restaurer la paix et la sécurité dans le pays. La communauté humanitaire poursuit la mise en œuvre de ses activités dans le but d'encourager la cohésion sociale et la coexistence pacifique parmi les centrafricains, et ce malgré des problèmes sécuritaires considérables.

Les attaques récurrentes contre les civils sont caractérisées par de sérieuses violations des droits de l'homme telles que la violence sexuelle à l'encontre des femmes et des enfants, le recrutement d'enfants, la séparation des familles, les dégâts matériels et le pillage des biens et la perte de moyens de subsistance. La dégradation de l'ordre public affecte particulièrement les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes vivant avec un handicap. Ces actes sont commis dans un climat d'impunité totale puisque le système judiciaire ne fonctionne pas dans la plupart des régions à l'extérieur de Bangui.

Dans son rapport des droits de l'homme publié le 11 décembre, la MINUSCA a détaillé 775 cas de violations des droits de l'homme affectant au moins 785 victimes, dont 88 femmes ainsi que 43 enfants dont 18 garçons et 25 filles, selon le rapport relatif à la période du 15 septembre 2014 au 31 mai 2015. Les civils sont les principales victimes de la majorité des violations des droits de l'homme et des abus commis par les groupes armés, incluant les meurtres, les prises d'otages, les tortures et autres traitements ou punitions cruels, inhumains ou dégradants, les violences sexistes et sexuelles ou les restrictions de la liberté de mouvement.

La dégradation de l'ordre public affecte particulièrement les femmes, les enfants, les personnes âgées et handicapées. Ces actes sont commis dans un climat d'impunité totale.

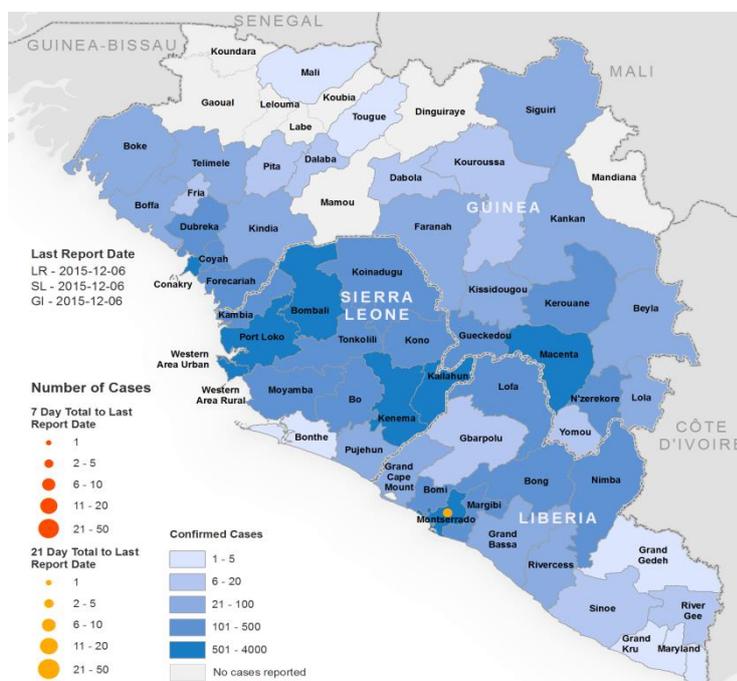
Le virus Ebola refait surface au Libéria

Le Libéria effectue une vaccination expérimentale, pour lutter contre le virus Ebola sur la base du volontariat, sur quelque 900 personnes pouvant avoir été exposées au virus lors de la poussée récente de la maladie.

Le Libéria a enregistré son premier décès causé par le virus le 23 novembre, près de trois mois après avoir été déclaré exempt de transmission de la maladie à virus Ebola. Il s'agit également du premier décès de ce type depuis le mois de juillet dernier. Le patient était un jeune garçon de 15 ans, mort quatre jours après avoir été testé positif. Son père et son frère, qui étaient aussi contaminés, ont été traités et renvoyés chez eux le 3 décembre.

Le Libéria a maintenant commencé le compte à rebours des 42 jours pour être déclaré libre de transmission du virus pour la troisième fois. L'origine de l'infection n'a pas encore été déterminée. En parallèle, le ministère de la Santé commence à proposer une vaccination expérimentale, pour lutter contre le virus Ebola sur la base du volontariat, sur quelque 900 personnes pouvant avoir été exposées au virus lors de l'épidémie.

La Sierra Leone a été déclarée exempte de transmission du virus



OMS, 9 décembre 2015

En Sierra Leone voisine, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré la fin de l'épidémie le 7 novembre. Le pays est entré dans une phase de 90 jours de surveillance accrue qui prendra fin le 6 février 2016. L'OMS confirme qu'elle maintiendra une présence accrue dans le pays pendant les périodes de transition allant du contrôle de l'épidémie au maintien de la vigilance et au rétablissement des services essentiels de santé.

Aucun cas en Guinée depuis le mois d'octobre

Le dernier patient Ebola en Guinée a été testé négatif pour la seconde fois le 16 novembre. La Guinée a débuté le compte à rebours des 42 jours pour déclarer la fin de la transmission du virus Ebola. Si aucun nouveau cas n'est signalé, le pays sera déclaré exempt de la transmission du virus le 28 décembre.

De son côté, le gouvernement guinéen, soutenu par l'OMS et l'UNICEF, a organisé un atelier le 27 novembre sur l'accès rapide aux vaccins contre les fièvres hémorragiques virales et autres épidémies émergentes dans le but de faciliter l'accès aux vaccins de qualité, d'un coût abordable et aisément disponibles pour prévenir les maladies émergentes ayant un potentiel épidémique. Lors de cette réunion, ont aussi été évalués les efforts actuels de la recherche, les contraintes de la production et du marketing des vaccins ainsi que les procédures d'approbation et de certification des médicaments ou des vaccins en cas d'urgence épidémiologique.

Aperçu de la situation du financement au Sahel

L'appel humanitaire 2015 du Sahel financé à hauteur de 42%



Pour 2015, le Plan stratégique d'intervention humanitaire du Sahel d'un montant de 1,976 milliard USD a été financé à hauteur de 820 millions de dollars US, représentant 42% des besoins pour l'année. De plus, le financement des activités humanitaires, enregistré hors Plan d'intervention stratégique conjoint, a été de 318 millions de dollars US. En 2015, les donateurs ont contribué pour un total de 1,1 milliard de dollars US aux opérations humanitaires au Sahel. Les États-Unis, l'Union européenne et le Japon sont les trois donateurs principaux.

Les appels humanitaires 2015 pour le Nigéria et la Mauritanie ont été les mieux financés avec un taux de réponse de plus de 50% des besoins. Ceux pour la Gambie et le Sénégal comptent parmi les moins financés avec un taux de réponse de moins d'un tiers des besoins. Les niveaux de financement restent largement inégaux parmi les secteurs d'intervention avec ceux de l'éducation, de la santé, de l'eau, de l'assainissement et de l'agriculture recevant tous moins de 20% de leurs besoins cette année.

Le 9 décembre 2015, le nouvel appel humanitaire pour 2016 a été lancé en faveur du Sahel pour un montant de 1,98 milliard de dollars US destinés à financer une aide critique pour des millions de personnes frappées par les crises dans neuf pays de la région du Sahel.